

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SANOFI Winthrop Industrie

Chem'pôle 64
Avenue du Lac
64150 Mourenx

Références : DREAL/2026D/2973

Code AIOT : 0005202680

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement SANOFI Winthrop Industrie implanté Chem'pôle 64 Avenue du Lac 64150 Mourenx. L'inspection a été annoncée le 06/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite intervient dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. La thématique déroulée correspond à l'action nationale 2026 sur la maintenance des ICPE.

La visite sur le terrain a porté sur l'opération de maintenance réalisée dans la matinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI Winthrop Industrie
- Chem'pôle 64 Avenue du Lac 64150 Mourenx
- Code AIOT : 0005202680
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SANOFI CHIMIE exploite depuis 1975 sur la plate-forme Chem'Pôle64 à Mourenx une unité de production qui, à partir de 1978, s'est spécialisée dans la synthèse de principes actifs de médicaments.

L'établissement de Mourenx fabrique de l'acide valproïque, du valproate de sodium, et du divalproex, principes actifs, notamment, de médicaments antiépileptique.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Maintenance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Contrôle des opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
4	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Retour d'expérience sur les opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de vérifier l'organisation mise en place par l'exploitant en ce qui concerne sa stratégie de maintenance, les échanges mis en place et les consignes transmises aux sous-traitants ainsi que le contrôle des opérations en ciblant certains équipements.

Aucun écart à la réglementation n'a été constaté. Des justifications sont attendues sur 2 points contrôles afin de répondre aux observations faites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les opérations de maintenance du site sont coordonnées par le responsable des services techniques qui est directement rattachée au site et dépend donc de la responsable du site. Cette personne est dédiée au suivi des opérations de maintenance ainsi qu'au suivi de la partie « travaux neufs ». Elle est appuyée par 2 personnes dont un alternant de son service.</p> <p>La maintenance du site de SANOFI est sous-traitée à un groupement d'entreprises, 3 entreprises sous-traitantes interviennent en direct avec l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 sociétés opérant sur des métiers spécifiques (mécanicien, électricien, instrumentations notamment) - un sous-traitant encadrant le suivi des échéances réglementaire.

<p>Un de ces sous-traitants assure un rôle d'ensemblier en gérant l'interface avec les entreprises réalisant la maintenance faisant ou non partie du contrat.</p> <p>Ces sociétés peuvent elles-mêmes faire appel à de la sous-traitance.</p> <p>Les opérateurs de sous-traitance du groupement sont à demeure sur le site de SANOFI sur lequel ils disposent de bureaux et d'un accès au logiciel de maintenance (SAP) soit en lecture/écriture soit uniquement en lecture.</p> <p>Une personne de SANOFI est dédiée au suivi des contrats de sous-traitance.</p> <p>Les outils en place sont communs à la « plate-forme » SANOFI qui regroupe les sites de Sisteron et d'Aramon.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Moyens alloués (Budget et ressources humaines)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un appel d'offre sur le contrat de sous-traitance est prévu sur 3 ans renouvelable 2 fois.</p> <p>Le contrat de sous-traitance de la maintenance prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une part fixe comportant les personnes, la structure, la petite logistique, l'astreinte notamment, basée sur des heures de travail. • une part hors contrat permettant d'aller chercher des ressources ou des compétences de sous-traitance en dehors de ce qui est prévu dans le contrat fixe ou un achat de pièce ponctue. • une part variable gérée directement par le sous-traitant en fonction du type de panne. <p>Le budget est fixe année après année hors opération de maintenance réglementaire et arrêt technique annuel.</p> <p>A noter qu'en cas d'investissement important supérieur ou au-delà du budget alloué à la maintenance, le budget peut être investi par la partie travaux neufs (CAPEX) pour lequel le site dispose en propre d'une enveloppement annuelle.</p>

Au-delà de cette enveloppe, l'investissement peut être demandé au groupe « plate-forme » (regroupant les sites de Mourenx, Aramon et Sisteron).

En début d'année, la vague de froid a fait consommer une part importante de la maintenance sur les tuyauteries (notamment sur la partie installation de nacelle - sous-traitant de rang 2). En fonction de l'évolution des dépenses au cours de l'année, l'exploitant précise qu'il est possible que certaines opérations de maintenance non prioritaires basculent sur 2027.

Un effort particulier est engagé pour respecter le budget alloué.

Entre 2015 et 2025, d'après les chiffres présentés par l'exploitant, le budget global alloué à la maintenance a augmenté de 40%.

L'exploitant n'identifie pas de signaux qui permettraient de conclure que l'effectif en place n'est pas suffisant. En moyenne, 4 ordres de travail sont traités chaque jour.

La formation est du ressort des sous-traitants qui s'engagent à mettre à disposition de SANOFI des personnes correctement formées. Aucune compétence critique n'est identifiée dans la mesure où le bassin industriel créé une densité d'industriels et de compétences qui permet de disposer des ressources nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures

Prescription contrôlée :

Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

La maîtrise des risques en amont des opérations de sous-traitance est encadrée par un plan de prévention.

En mars ou avril, les entreprises extérieures sont convoquées pour une présentation des risques du site, les personnes ayant un pouvoir de délégation (chargés d'affaires, chefs d'équipe, coordinateur travaux) sont présents, cela concerne une cinquantaine d'entreprises. Ces personnes s'engagent à diffuser le plan de prévention auprès de leurs équipes.

En cas d'intervention sur site d'une entreprise qui n'avait pas été prévue dans le cadre de la maintenance annuelle, des plans de prévention spécifiques existent par thématique.

Des contrôles peuvent être faits par SANOFI pour s'assurer que les entreprises extérieures sont correctement informées des risques ou pour vérifier les permis de travaux. Ces contrôles sont constitués de Visites Managériales de Sécurité (VMS) non formalisées pour mettre en avant les bonnes pratiques et de Life Saving Check (LSV) formalisés.

Tous les lundis un point est fait entre SANOFI et les principaux sous-traitants du contrat cadre pour faire le point sur les travaux planifiés dans la semaine puis un point plus spécifique est fait tous les matins sur les opérations de la journée. Cela permet notamment de traiter les cas de coactivité entre 2 chantiers. La production a aussi visibilité sur ces opérations.

A noter que les permis de travaux sont validés en dernier par la salle de contrôle qui autorise l'opération de maintenance est garantie la mise à disposition des équipements.

Les rôles et responsabilités de chaque acteur (exploitant, prestataire) notamment sur la planification, la préparation, la mise à disposition, la réalisation et la réception des travaux de maintenance sont définis dans le contrat de maintenance (partie technique) dans une matrice RACI (Responsable, Approbateur, Consulté, Informé), vu par l'inspection.

Dans tous les cas, toutes les opérations doivent être encadrées par un permis de travail, en cas d'écart, l'opération doit être arrêtée et rapportée (cf. plan de prévention vu par l'inspection). De plus, en cas de constat particulier, les opérateurs de sous-traitance peuvent établir une fiche anomalie ou une fiche événements. SANOFI communique sur l'importance de rapporter le moindre fait et de laisser les équipes référentes juger de la gravité de ces faits.

Les opérateurs de sous-traitance sont par équipe d'au moins 2 personnes sans référent de SANOFI à l'exception de quelques opérations qui présentent des risques particuliers.

L'exploitant s'assure que le personnel extérieur est formé aux opérations de maintenance qu'il sous-traite via le plan de prévention qui prévoit que les habilitations des intervenants soient transmises à SANOFI. Il est cependant possible qu'en cas de nouvel arrivé chez un sous-traitant, ce dernier intervienne sans que ses habilitations aient été transmises. Ce point peut être vu dans les contrôles de SANOFI évoqué supra.

L'exploitant dispose d'un processus de qualification des entreprises extérieures, qui s'assure notamment du fait que l'entreprise extérieure retenue corresponde au risque plate-forme (risque chimique, MASE) et qu'elle dispose des compétences pour réaliser la mission prévue. SANOFI peut s'appuyer sur son groupe « plate-forme » pour disposer d'un retour d'expérience sur ces entreprises. La procédure est aussi déroulée si SANOFI n'est pas le donneur d'ordre direct.

Pour préparer le lancement d'une intervention :

- cette dernière est évoquée en réunion matinale pour gérer les problématiques de coactivité et informer tous les services,
- Le permis de travail est ouvert et validé par la salle de contrôle avant l'opération.

Pour clôturer l'intervention :

- l'opérateur passe en salle de contrôle pour informer de la fin de l'intervention.
- En cas d'essai nécessaire à la remise en route des installations de chef de poste réalise cet essai ou prévoit sa réalisation (dans l'attente le permis de travaux reste ouvert).
- Si l'essai est concluant, le permis de travaux est clos.
- Si l'essai n'est pas concluant, l'opérateur est contacté et une nouvelle intervention est prévue.

En cas d'anomalie, l'information doit être transmise en direct en chef de poste qui peut vérifier l'information et prévoir un nouvel ordre de travail le cas échéant.

N° 4 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance

Prescription contrôlée :

Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Le plan de maintenant est géré via 2 logiciels spécifiques (le premier pour les opérations réglementaires, le second pour les autres opérations).

Les entreprises extérieures du groupement d'entreprises (cf. PDC n°1) ont accès aux logiciels en lecture et/ ou écriture en fonction de leur besoin.

L'outil de planification différencie les types de maintenance (maintenance préventive et maintenance corrective).

En cas de risque pour la sécurité, les installations sont d'office arrêtées. La priorisation des opérations de maintenance est axée sur la reprise au plus vite de la production.

Les périodicités d'intervention sont fixées sur :

- la base réglementaire,
- les recommandations des fabricants,
- les guides professionnels dédiés,
- les standards qualité.

Le retour d'expérience peut aussi amener à réduire une fréquence de maintenance.

Le logiciel gérant la maintenance réglementaire donne en anomalie (en rouge) les échéances dépassées.

Certains écarts (métrologie, balance commerciale) entraînent un arrêt de production.

Sur le logiciel de maintenance non réglementaire, les opérations non réalisées à l'échéance ressortent sur les ordres de travail à réaliser.

L'exploitant calcule la criticité (sécurité / environnement / production) d'une opération de maintenance par un niveau d'urgence :

- U1 : l'équipement est mis à disposition, la maintenance doit avoir lieu dès que possible.
- U2 et U3 : la priorisation donnée peut être revue en fonction des possibilités.

La maintenance préventive dépend de cette criticité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Intervention de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 5. Modalités d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au sens de l'exploitant, les opérations de maintenance les plus sensibles sur le site sont toutes les opérations qui impactent la chaîne d'alkylation puis l'atomiseur.</p> <p>Les opérations sensibles évoquées au point de contrôle n°3 sont notamment les ouvertures process sur certains débitmètres comportant des cols de cygne qui peuvent faire rétention, ainsi malgré la mise à disposition des équipements, la tuyauterie peut ne pas être complètement vide et nécessiter l'intervention d'un opérateur. Ces opérations sont réalisées sous cloche ou atelier évacué. Il en est de même pour les toits de bac pour lesquels la décompression de la cuve est pilotée par la production.</p> <p>Par sondage, l'opération de remplacement mensuel des vannes du réacteur INOX 20m³ a été détaillée au cours de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les moyens et matériels de travail requis pour cette opération de maintenance sont : cagoule ventilée, combinaison risque chimique, gants étanches, détecteur d'oxygène. • L'opération est réalisée par 2 personnes disposant d'une potence ou d'un chariot et d'outillage manuel. • La documentation requise avant cette intervention (modes opératoires, procédures, etc.) est constitué d'un permis de travail et du mode opératoire existant (la récurrence de cette opération fait que le mode opératoire n'est pas toujours présent lors de l'opération) • Les conditions d'intervention et de réalisation des activités de maintenance : l'installation doit être propre et nettoyée de l'extérieur (sauf en cas d'action de maintenance curative). • Pour une opération préventive, la mise à disposition doit être faite. Le chef opérateur signe le permis de travail qui assure que les opérations préalables ont bien été réalisées - et que la mise à disposition est faite. • La gestion des autorisations de travail : le permis de travail doit être valide.

- La consignation électrique est réalisée par un sous-traitant dédié (il en est de même pour le montage de nacelle en cas de besoin).
- Un compte-rendu d'intervention est réalisé, selon l'opération, ce compte-rendu peut être très succinct et constitué d'un commentaire dans le logiciel de suivi de la maintenance qui précise que l'opération a été réalisée selon la gamme opérationnelle.
- Le permis de travail de l'opération n°317149 a été vu, il appelle les remarques suivantes :
 - le permis de travail ne fait pas référence à l'ordre de travail. L'opération prévue et l'équipement semblent identiques mais il n'y a pas de lien formel entre les 2 ;
 - le permis de travail a été revalidé 6 fois entre le 29 septembre et 27 novembre ;
 - la partie « avis de fin de tâche et clôture » n'est pas complétée.

A noter qu'un permis de travail devient caduc à chaque changement de chef de poste et doit être de nouveau signé avant toute reprise d'intervention (les changements de quart ont lieu à 13h en journée).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant expliquera :

- ce qui a entraîné les multiples revalidations du permis de travail n°317149 sur une période de 9 semaines,
- pourquoi la partie « avis de fin de tâche et clôture » n'est pas complétée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contrôle des opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 7. Contrôle des opérations de maintenance (organisation mise en place)

Prescription contrôlée :

Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

La maintenance fait l'objet de rapports mensuels. Le rapport de janvier 2026 a été vu, il soulève les remarques suivantes :

- sur janvier 2026, seul 13 % des ordres de travail préventifs ont été traités dans le mois,
- certaines opérations de maintenance préventives n'ont pas été réalisées depuis 1 an,
- l'absence de dépenses est vue comme un point positif et non comme une alerte potentielle.

La récurrence curative entraîne une maintenance préventive.

Via les logiciels de suivi de maintenance, notamment réglementaire, l'organisation mise en place a pour but de s'assurer que les opérations de maintenance sont correctement réalisées.

Via les visites de contrôles VMS et LSV, évoquées au point de contrôle n°3, l'exploitant choisit des opérations de maintenance par échantillonnage et s'assure que toutes les étapes ont bien été respectées.

Les essais post-interventions sont définis, tracés et validés dans le permis de travail.

L'autorisation finale de redémarrage est donnée par le chef opérateur en salle de contrôle, le cas échéant après validation des essais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant analyse les raisons pour lesquelles :

- sur janvier 2026, seul 13 % des OT préventifs ont été traités dans le mois,
 - certaines opérations de maintenance préventives n'ont pas été réalisées depuis 1 an,
- et propose, en fonction des enjeux de chacune des opérations, un plan d'actions de résorption des écarts.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Retour d'expérience sur les opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 8. Analyse a posteriori

Prescription contrôlée :

Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Les dysfonctionnements sont enregistrés dans un fichier par le sous-traitant et un retour est fait mensuellement à SANOFI via une réunion de revue mensuelle dont la présentation fait office de rapport. En cas de situation critique, l'information est passée sans délai.

Le retour d'expérience est pris en compte lors des revues mensuelles, avec notamment un point spécifique sur le traitement des anomalies et à leur éventuelle redondance, des parades peuvent alors être mises en place (exemple : raccourcir la fréquence de maintenance préventive pour éviter d'aller jusqu'à la panne).

Type de suites proposées : Sans suite